

Aucune concertation ! Il faut préparer la grève générale !

Le 8 septembre, Macron a installé sa dernière trouvaille pour organiser la collaboration de classe, le Conseil National de la Refondation, pour « rassembler la nation ». La première réunion du CNR n'a pas fait le plein. Qu'à cela ne tienne, la méthode CNR sera déclinée dans chaque ministère et localement pour faire aboutir par le dialogue social les objectifs de Macron. Ainsi les concertations pour faire passer de nouvelles attaques fleurissent tous azimuts : contre les travailleurs de la Santé, les enseignants, les chômeurs...

« *Tout notre système de santé est à bout de souffle* » (François Braun, ministre de la santé, 4 juillet 2022). Braun a déjà montré son efficacité en répondant à la crise aigüe des services d'urgences par des restrictions d'accès. L'adaptation de chaque hôpital à la pénurie croissante des effectifs est le maître-mot de la concertation qui s'ouvre le 3 octobre pour durer des mois. « *L'idée est de partir du terrain, de faire du sur-mesure et pas du prêt-à-porter descendant du ministère* » (Braun, JDD, 18 septembre). Aucune fédération syndicale n'a annoncé qu'elle boycotterait cette farce.

Il manque des professeurs devant les classes, les concours ne pourvoient plus tous les postes, les charges augmentent, les salaires se trainent. Mais le gouvernement veut parvenir au recrutement des enseignants par établissement, comme le ferait un patron, en fonction du degré d'adhésion au projet d'établissement.

Aussi, dès le mois d'octobre, nous lancerons partout en France ce chantier de la refondation de l'école en proposant à chaque école, chaque collège, chaque lycée qui le souhaite de bâtir un projet qui lui est propre en mettant tout le monde autour de la table. (Macron, lettre aux enseignants, 16 septembre) Aucune direction syndicale n'a dit qu'elle boycotterait !

Le ministre du travail Dussopt veut obliger les chômeurs à accepter les emplois non pourvus, conformément aux demandes du Medef.

Tout le monde peut comprendre que quand il y a beaucoup d'emplois disponibles -ce qui est le cas en ce moment- les chômeurs soient indemnisés moins longtemps. (Geoffroy Roux de Bézieux, 29 août)

Qu'importe l'emploi puisque le chômeur devra l'accepter ! *Tout est déjà ficelé, mais les dirigeants syndicaux sont quand même allés rencontrer Dussopt le 12 septembre ! Lequel se paie le luxe de préciser « une discussion avec des propositions et des contre-propositions, mais, à la fin, c'est le gouvernement qui décide ».* D'autres mesures sont annoncées : l'obligation pour les titulaires du RSA d'effectuer entre 15 et 20 heures de travail hebdomadaires, la création par Pôle emploi d'un « vivier de chômeurs immédiatement employables » dans les secteurs les plus en tension.

Sur les retraites, Macron veut aboutir vite, en accélérant l'allongement du temps de cotisation nécessaire pour toucher une retraite entière et en reportant l'âge légal de départ en retraite à 64 ou 65 ans. Il propose d'inclure les mesures dans le projet de budget sur les finances de la Sécurité sociale, en utilisant éventuellement le 49.3. Mais cette méthode sabre au clair suscite des hésitations parmi ses partisans craignant de ne pas maîtriser une opposition de la classe ouvrière qui se combinerait avec celle qui se manifeste contre l'érosion des salaires. Le Medef préfère donc enfoncer un clou après l'autre, et utiliser les concertations :

Il faut faire la réforme de l'assurance chômage [...] Dès qu'elle aura été terminée, c'est-à-dire à l'automne, il faudra engager les concertations sur la retraite (Geoffroy Roux de Bézieux, France 2, 7 septembre)

Bayrou, qui préside aux destinées du CNR, est sur la même ligne :

Je suis opposé au passage en force. Si on se lance dans cette voie-là, alors nous sommes certains de coaliser d'abord les oppositions entre elles... (Bayrou, Le Parisien, 18 septembre)

Comment combattre ?

L'appel CGT-FSU-SUD au 29 septembre ne contient aucune revendication claire ! Ni

l'indexation immédiate des salaires, pensions et allocations sur le coût de la vie, ni l'exigence de retrait pur et simple des projets contre les allocations chômage et contre les retraites. Comment en effet exiger le retrait des projets du gouvernement et accepter en même temps de les négocier ! Cette énième journée d'action, soutenue par le PS, le PCF, LFI et aussi LO, le NPA, les deux POI et le CCR-RP ne peut bousculer le gouvernement ni obtenir quoi que ce soit.

Pour l'augmentation des salaires, pensions, bourses, allocations et leur indexation automatique sur l'inflation, le retrait des attaques contre les chômeurs, les retraites, contre les travailleurs hospitaliers, les enseignants, etc., il faut briser le piège du dialogue social et imposer aux chefs syndicaux de rompre les concertations, d'arrêter les journées d'action sans lendemain et d'appeler réellement à la mobilisation générale contre le gouvernement. Et cette mobilisation générale ne peut prendre la forme que de la préparation à la grève générale.

Il manque une organisation révolutionnaire qui jette toutes ses forces pour construire les comités d'action pour préparer la grève générale, avec les assemblées générales, les comités de grève élus, la coordination nationale des comités de grève jusqu'à satisfaction des revendications.

27 septembre 2022

